



Roissy, le 15 octobre 2019

RASSEMBLEMENT LE 21 OCTOBRE Devant le Ministère de l'Économie et des Finances

Le SNPNC-FO et la FEETS-FO appellent tous les salariés des Sociétés AIGLE AZUR et XL Airways, ainsi que toutes les autres Organisations syndicales à :
UN RASSEMBLEMENT LE LUNDI 21 OCTOBRE 2019 A PARTIR DE 14H00, devant le Ministère de l'Économie et des Finances, 139, rue de Bercy, PARIS 12^{ème}.

Ce rassemblement vise à mettre l'État devant ses responsabilités après la double liquidation judiciaire ayant frappé AIGLE AZUR et XL AIRWAYS les 28 septembre et 5 octobre derniers avec pour conséquence la perte de près de 2000 emplois. Alors que le Gouvernement, par la voix du nouveau Secrétaire d'État aux transports, Jean-Baptiste DJEBBARI déclarait mettre tout en œuvre pour trouver des repreneurs et affichait une pleine confiance sur le niveau de reprise des emplois, rien ne s'est concrétisé, et nos collègues se retrouvent sans la moindre garantie pour leur avenir et celui de leurs familles.

Cette carence des Pouvoirs publics est d'autant plus scandaleuse qu'elle fait suite à une inaction antérieure coupable.

S'agissant d'AIGLE AZUR, comment les Pouvoirs publics et la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) ont-ils pu ignorer le déficit abyssal que la Direction et les actionnaires de cette Société ont généré ?

Ce laisser-aller a conduit à l'absence de toute trésorerie pour négocier un véritable PSE.

Quant à XL AIRWAYS, Société saine et viable ayant vocation à se pérenniser, elle a été victime de la concurrence déloyale de Compagnies étrangères low-cost pratiquant un dumping social effréné. Ce dumping social est non seulement toléré, mais aussi encouragé par la DGAC qui permet à ces Compagnies d'ouvrir des bases d'exploitation en s'exonérant d'appliquer la réglementation française en matière de rémunération et de conditions de travail. Le Ministre de l'Économie lui-même en appelle à la Commission européenne pour sanctionner ces pratiques déloyales. Mais qu'ont-ils fait avant ?

Aujourd'hui la coupe est pleine et disparition du transport aérien français clairement programmée. L'objet de notre rassemblement est de demander au Gouvernement d'assumer ses lourdes responsabilités et de mettre tous les moyens financiers en œuvre pour obtenir des mesures sociales à hauteur des dommages subis par chacune et chacun des salariés des compagnies aériennes mises en liquidation.

VENEZ NOMBREUX POUR SOUTENIR NOTRE ACTION